LE MONDE diplomatique

> **Juillet 2022**, pages 1, 16 et 17, en kiosques

Une institution internationale au service des priorités politiques des pays puissants

FMI, les trois lettres les plus détestées du monde

Un voile de mystère entoure le Fonds monétaire international (FMI), dont les règles semblent fluctuer en fonction de motivations politiques : austérité draconienne pour les uns, générosité sans borne pour les autres. Plongée au cœur d'une institution-monde.

Un reportage de Renaud Lambert

La porte de l'ascenseur s'ouvre. Deux jeunes femmes en sortent, poursuivant leur conversation dans une langue slave. Leurs badges indiquent qu'elles sont bulgares, et économistes. La chargée de communication qui nous accompagne, d'origine palestinienne, nous présente à l'historien de l'organisation qui nous accueille, un économiste indien, avant de nous conduire au bureau de la responsable du département stratégie : une économiste au passeport turc. Au cours de notre visite, nous rencontrerons un ressortissant néerlandais, économiste, un Français, économiste lui aussi, ainsi qu'un Japonais qui nous demandera de le prendre en photo devant le logo de l'organisation. Il exerçait la même profession que les précédents (1).

Pour parvenir dans ce petit paradis pour économistes internationaux, au cœur de Washington, la capitale américaine, nous avions marché en suivant des yeux un énorme hélicoptère. Son vrombissement semblait imperceptible à la plupart des passants, de toute évidence habitués à ce genre de ballet. Après avoir longé les pelouses du Lincoln Memorial, l'aéronef s'était posé sur celle de la Maison Blanche. Il nous restait environ un kilomètre à parcourir. Une distance suffisante pour passer devant le département du Trésor, l'Organisation des États américains (OEA), la Réserve fédérale (Fed), le département d'État, la Banque mondiale ainsi que le Musée des victimes du communisme. Trônant au centre de ce concentré de pouvoir, notre destination : un bâtiment massif aux lignes évoquant le courant architectural brutaliste, l'inspiration en moins. Nous venions d'arriver au siège du Fonds monétaire international (FMI).

Créé en même temps que la Banque mondiale à l'issue de la seconde guerre mondiale pour éviter que des déséquilibres économiques internationaux ne déclenchent de nouveaux conflits, le Fonds se voit doté d'une double mission : coordonner les politiques monétaires dans le cadre de la reconstruction ; venir en aide aux capitales en manque soudain de devises par le biais d'une caisse commune à laquelle tous les membres abondent.

Au fil des années, toutefois, l'institution évolue et s'érige en bastion de l'orthodoxie néolibérale. Les réformes qu'elle exige en échange de ses bons soins — privatisation, dérégulation, austérité… — déterminent dans une large mesure les conditions de vie des populations concernées : pourront-elles se soigner, aller à l'école, se nourrir ? De sorte que nous venions de pénétrer dans les murs de l'une des institutions les plus contestées du monde.

Est-ce la raison pour laquelle le FMI réserve un accueil aussi particulier aux journalistes ? Ici, on souligne ses efforts en matière de *« transparence »* et d'*« ouverture »,* mais on prévient d'emblée que tous les échanges seront off et qu'il faudra faire valider, voire réécrire, les citations utilisées. Les rencontres se déroulent en présence d'un chargé de communication, qui enregistre les dialogues. Soulevant une question, notamment quand le regard de l'un de nos interlocuteurs semble revenir régulièrement vers l'écran du dictaphone ostensiblement déposé sur la table : l'appareil est-il destiné aux yeux du journaliste ou à ceux du salarié ? Notre enquête suggérera toutefois que l'esprit de fronde ne caractérise pas la noble institution. *« Les logiques de carrière comptent, au FMI »,* ironise la chercheuse Lara Merling, du Global Development Policy Center, un centre de réflexion progressiste de l'université de Boston. *« Et on ne grimpe pas les échelons de la hiérarchie en s'éloignant de la ligne officielle. »* Sur la base de nos discussions, de jolies perspectives se dessinent pour la plupart.

Le Fonds prend soin de ses 2 400 salariés. La rémunération des économistes fluctue entre 100 000 et 200 000 dollars (soit entre 96 000 et 195 000 euros) par an. Celle des chefs de département entre 320 000 et 400 000 dollars. Le plus bas salaire pratiqué, pour un assistant de secrétariat, s'établit entre 42 000 et 63 000 dollars. Les avantages en termes de couverture sociale, de retraite, de télétravail, de congés sabbatiques ou de mise à disposition de salles de méditation complètent généreusement des salaires le plus souvent nets, puisque seuls les salariés américains paient l'impôt sur le revenu.

Issu d'environ 160 des 190 pays membres de l'organisation, ce petit monde — formé dans les meilleures écoles (Polytechnique ou l'École nationale d'administration [ENA], par exemple, pour le contingent français) — parle une même langue. Cela ressemble naturellement à l'anglais, le sabir des marchés. Mais un anglais singulier, qui construit ses phrases comme l'économie néoclassique imagine la société : il y est donc question de *« parties prenantes »,* de *« meilleures pratiques »* et d'*« externalités »*. C'est également une langue truffée de néologismes maison, le plus souvent abrégés sous la forme de sigles dont la maîtrise constitue l'une des nombreuses murailles invisibles se dressant entre la citadelle FMI et le reste du monde. Le visiteur peut s'attendre à devoir décrypter des phrases comme : *« La MD a évoqué l'IV sur les CFM/MPM avec les CSO » (« La directrice générale a évoqué la nouvelle position de l'institution sur les contrôles de capitaux et les mesures macroprudentielles avec les organisations non gouvernementales »).* Google Translate ne lui sera d'aucune aide…

En 2007, le chercheur américain James Raymond Vreeland commençait son ouvrage sur la plus puissante des institutions financières internationales par cette remarque : *« Le FMI est bien connu du tiers-monde.* (…) *Il demeure toutefois beaucoup moins familier des citoyens du monde développé* (2). *»* Le Fonds traverse alors une crise existentielle. L'amertume de la potion qu'il

administre a fini par conduire la plupart des pays à lui tourner le dos. Cette année-là, un spot de campagne de la candidate péroniste Cristina Fernández de Kirchner à la présidentielle argentine promet de *« construire un monde dans lequel vos enfants et leurs propres enfants ne sauront pas ce qu'est le FMI »*.

« Il faudrait qu'on parle »

Dans ces conditions, les prêts consentis par le Fonds aux capitales à la peine, sa principale raison d'être, chutent de 110 milliards de dollars à moins de 18 milliards entre 2003 et 2007. L'institution *« n'est plus que l'ombre d'elle-même »,* se félicite l'économiste Mark Weisbrot, qui en dénonce depuis longtemps le rôle dans l'accroissement des inégalités (3). Dès sa nomination au poste de directeur exécutif, le 28 septembre 2007, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn reçoit la mission de trancher dans les effectifs… quelques mois avant que n'éclate la grande crise financière de 2007-2008. *« Ça a été un épisode ridicule,* nous confie un employé sous réserve d'anonymat (une exigence qui reviendra au cours de notre enquête). *On a offert des enveloppes colossales pour inciter des gens à partir. Parfois ceux-là mêmes qu'il a fallu faire revenir presque tout de suite ! »* En atteignant l'Europe, la tempête qui s'est levée à Wall Street fragilise l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et, bien sûr, la Grèce. Non seulement le FMI revient sur le devant de la scène, mais il le fait dans des pays avancés où, à mesure que la crise s'approfondit, son nom devient aussi « familier » qu'au Sud. De sorte que, quinze ans après la remarque de Vreeland, les trois lettres convoquent une même image partout sur la planète : celle de l'équivalent financier du père Fouettard. Les capitales du Vieux Continent connaissent désormais les graffitis observés depuis longtemps dans les pays du tiers-monde. Tel celui observé à Lisbonne en 2011, lors de l'arrivée du Fonds au Portugal, et qui en reformulait le sigle : « Faim, Misère, Injustices ».

« Les gens ont une mauvaise image de nous, souvent très injuste », plaide-t-on lors de nos échanges, y compris informels, au sein de l'institution. Ici, on préfère rappeler les grands principes mis en avant lors de la conférence de Bretton Woods qui, en 1944, a donné naissance au FMI : coordination, mutualisation et réciprocité. Près de quatre-vingts ans plus tard, la même boussole guiderait l'action du Fonds. Laquelle se décline en deux volets : surveiller et assister.

« L'article IV des statuts prévoit qu'une fois par an tous les pays membres reçoivent une mission du Fonds pour discuter de leur situation économique dans le cadre de notre surveillance régulière, nous explique M. Christoph Rosenberg, un économiste d'origine allemande, désormais directeur adjoint du département communication. *Dans la plupart des cas, nos équipes sont reçues directement par le ministre des finances, ainsi que par le gouverneur de la banque centrale. »* Le document publié à l'issue de ces échanges présente une analyse de la situation du pays ainsi que les recommandations du FMI. Celles formulées pour la France, publiées le 26 janvier 2022 à la fin d'un document de 83 pages, invitent Paris à mettre en œuvre la réforme des retraites prévue par le président Emmanuel Macron (tout en notant l'*« opposition populaire »* à laquelle le projet se heurte), à procéder à une consolidation budgétaire

pluriannuelle (entendre : une réduction des dépenses publiques) et à libéraliser les *« services non commerciaux »* (dont les services publics).

« Certains pays se trouvent sous surveillance intensive, lorsque nos équipes voient les problèmes arriver. Pour les autres, il s'agit plutôt d'une formalité », complète un économiste du Fonds. En 2007, la Grèce appartenait à cette seconde catégorie. Le rapport du FMI se caractérise alors par sa sérénité : *« Le secteur bancaire semble sain, avec un fort taux de rentabilité ainsi que des positions solides en termes de capitaux et de liquidités »*; *« Nous anticipons une croissance confortablement supérieure à la moyenne de la zone euro »*; *« La Grèce a systématiquement surpris de façon positive au cours des dernières années. »* Deux ans plus tard, la crise de l'euro révèle la fragilité des structures économiques du pays.

Le premier type d'aide que le FMI fournit à ses membres est de nature technique. Il illustre souvent les effets à retardement de la colonisation : une fois l'indépendance acquise, les pays sont souverains, mais sans État digne du nom. *« Dans le cadre de mes missions d'assistance en Afrique, il m'est arrivé d'avoir à donner des cours d'anglais à des hauts fonctionnaires,* nous explique un employé. *Parfois, on débarque dans certains pays et on s'aperçoit qu'ils font leur comptabilité nationale sur Excel. D'autres n'ont même pas d'ordinateurs. » « On se retrouve à écrire leurs rapports annuels pour eux »,* conclut-il avec un sourire gêné. Brillant, le jeune économiste n'ignore sans doute pas qu'à ce niveau le coup de main ressemble beaucoup à une tutelle.

Mais la principale assistance que le FMI propose à ses membres prend une forme sonnante et trébuchante : celle d'un prêt. Tout membre qui rencontre un problème de balance des paiements peut solliciter une aide financière. Ce type de difficulté signifie que le pays ne dispose plus des devises fortes nécessaires pour payer sa dette ou importer la nourriture dont sa population a besoin, comme le Sri Lanka à l'heure actuelle *(lire l'article page 10). « Cela commence tout simplement par un coup de fil des autorités locales au représentant du FMI dans le pays : "Il faudrait qu'on parle" »,* relate M. Rosenberg, en souriant. S'engage alors un dialogue préliminaire au cours duquel le Fonds dessine à grands traits les conditions auxquelles il pourrait envisager d'intervenir : *« Car le FMI ne prête que sur la base d'un programme d'ajustement permettant de régler les problèmes qui ont provoqué la crise »,* souligne l'un de nos interlocuteurs. Et, de façon à s'assurer que la détermination du pays en difficulté à se réformer ne s'émousse pas au fil du temps, les versements du FMI s'effectuent par tranches. En cas de non-respect des engagements, ils cessent. *« On n'est pas là pour faire de la charité »,* avait résumé M. Strauss-Kahn lorsqu'il dirigeait l'institution (4).

Initialement exclue du fonctionnement du Fonds, la « conditionnalité » des prêts en est devenue l'une de ses principales caractéristiques. En 1954, le premier accord signé par le Pérou tient en deux pages ; celui signé par Athènes en 2010 en comporte soixante-trois. Le FMI étend désormais ses exigences au nombre de fonctionnaires, à la réforme des entreprises publiques, au système de sécurité sociale, aux privatisations, etc. La nature de la potion ? *« Des mesures d'une extrême sévérité, sans beaucoup de possibilités d'anesthésie ; une chirurgie de guerre en somme* (5) *»,* observe M. Michel Camdessus, le directeur de l'institution de 1987 à 2000. Car, aux yeux du

FMI, la « maladie » financière ne s'attaque qu'à des sujets préalablement malades, qu'il convient d'opérer.

Après une visite d'environ deux semaines, au cours de laquelle elle rencontre le gouverneur de la banque centrale, des représentants du ministère de l'économie ainsi que l'agence statistique nationale afin d'affiner ses connaissances sur la situation, l'équipe rédige avec les autorités locales une lettre d'intention, que ces dernières enverront au FMI. *« Il s'agit d'une sorte de contrat »* qui résulte d'un processus de *« coécriture »,* nous explique M. Rosenberg.

Une photographie, désormais célèbre, suggère un mode de rédaction sensiblement distinct. Elle fut prise le 15 janvier 1998. On y voit M. Camdessus, en costume sombre, les bras croisés, superviser d'un œil sévère la signature d'une telle lettre d'intention par le président indonésien Suharto, assis plume en main. *« Celui-ci, impuissant, se voit contraint d'abandonner la souveraineté économique de son pays au FMI en échange de l'aide dont il a besoin »,* relate Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale (1997-2000) et lauréat 2001 du Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel (6). Tout suggère que, comme c'est souvent le cas, les autorités indonésiennes n'avaient pas rédigé un seul mot du courrier qu'elles signaient.

Si le document constitue « une sorte de contrat », il ne s'agit pas d'un accord international. Dans bien des pays, ce type de document est soumis à ratification parlementaire, et donc à débat — une contrainte dont le FMI préfère se passer. Raison pour laquelle une décision du conseil d'administration du 2 mars 1979 précise que ses textes *« doivent éviter tout langage à connotation contractuelle ».*

C'est donc « de leur plein gré » que certaines autorités nationales s'engagent à mettre en œuvre les réformes les plus difficiles avant même d'avoir reçu le moindre dollar. *« Il s'agit pour nous d'obtenir un témoignage de bonne volonté, de nous assurer que les dirigeants sont sérieux »,* commente un employé. Il est rare que les capitales regimbent. *« En général, les pays qui frappent à la porte du Fonds ont tellement besoin d'argent qu'ils sont prêts à tout accepter. »* Mais il arrive également que les autorités profitent du secret de leur négociation avec le FMI pour lui demander d'« obtenir d'elles » les mesures qu'elles n'osent pas endosser. *« C'est si souvent le cas que certains de mes collègues s'amusent à dire que nous sommes payés pour jouer le rôle du grand méchant loup »,* ironise l'un de nos interlocuteurs.

La lettre d'intention peut enfin parvenir au conseil d'administration. Ici, on ignore la règle « un pays, une voix » qui prévaut à l'Assemblée générale des Nations unies. Les droits de vote sont répartis en fonction des montants versés au Fonds depuis sa création. De sorte que les États-Unis jouissent d'un veto : leur part a toujours dépassé le niveau fixé pour la minorité de blocage des décisions importantes, 15 %. Singularité héritée d'un autre âge, sept pays disposent d'un porte-voix attitré : les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, ainsi que l'Allemagne (depuis 1960), le Japon (depuis 1970), l'Arabie saoudite (depuis 1978) et la Chine (depuis 1980). Les dix-sept autres sièges sont occupés par des directeurs exécutifs chargés de représenter plusieurs capitales réunies au sein de coalitions fluctuantes et sans cohérence géographique requise. En

2022, la directrice exécutive irlandaise siège à la fois pour l'île d'Émeraude, Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la Grenade, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint Vincent-et-les-Grenadines et le Canada.

Les décisions du conseil d'administration évitent le passage aux votes jusqu'à ce que l'unanimité soit garantie. *« J'expliquerais volontiers cela par la qualité du travail préalable des services, le dialogue permanent entre Conseil et direction générale,* analyse M. Camdessus. *Bref, le fait que les administrateurs associés quotidiennement à la vie de l'institution finissent par partager une sorte de sagesse commune et une large communauté de vues, quel que soit leur pays d'origine* (7). *»* Le chercheur Vreeland avance une autre lecture de cette « tradition » : *« Impossible à exprimer par le biais de suffrages, toute opposition aux États-Unis doit donc être formulée à l'oral. Le genre d'initiative que la capacité de nuisance de Washington* (…) *tend à décourager* (8). *»*

À ce stade du processus, le programme a fait l'objet de nombreux échanges entre la direction générale du Fonds et les directeurs exécutifs. À la marge, certaines modifications permettent de s'approcher du consensus tant recherché. Deux heures après le feu vert du conseil d'administration, la première tranche de liquidités est virée sur le compte du pays destinataire.

Il arrive toutefois qu'en dépit d'un environnement aussi balisé le drame survienne. Un désaccord au conseil d'administration ? Des tractations de couloir qui n'aboutissent pas ? La catastrophe peut alors intervenir, que tous nos interlocuteurs narrent le front plissé et la mine sombre. Au moment du vote final, un directeur exécutif se résout à utiliser l'équivalent de l'arme nucléaire au conseil d'administration pour manifester son mécontentement : sous le regard réprobateur de ses vingt-trois collègues, il s'abstient. Un détail ? Pas tout à fait, car si le principe de l'unanimité est préservé, le mythe d'une « communauté internationale » soudée par les exigences de l'expertise et la volonté de coopérer se trouve écorné. La situation déplaît d'autant plus que les lézardes s'accumulent.

« Le FMI est une institution éminemment technique. Ses prêts répondent à des procédures codifiées, qui excluent a priori l'arbitraire. Mais, lorsque les priorités politiques de l'un des pays puissants se manifestent, le Fonds piétine ses propres règles », regrette M. Paulo Nogueira Batista Jr., directeur exécutif entre 2007 et 2015, représentant le groupe de pays emmenés par le Brésil (République dominicaine, Équateur, Guyana, Haïti, Panamá, Surinam, Trinité-et-Tobago, Cap-Vert, Nicaragua et Timor-Leste). Par deux fois, au moins, il s'est abstenu lors de votes au conseil d'administration du FMI : l'un concernait la Grèce, l'autre l'Ukraine.

En 2008, puis 2010, Kiev sollicite l'« aide » du FMI. Ce dernier exige une dose si sévère d'austérité que le président Viktor Ianoukovitch (2010-2014), proche de Moscou, en suspend la mise en œuvre en 2013. Le Fonds interrompt ses versements. Dans une bataille dont la nature géopolitique devient manifeste, Moscou intervient sous la forme d'un prêt de 3 milliards de dollars, le 20 décembre 2013. À la suite des événements de Maïdan, en 2014, M. Ianoukovitch est renversé et remplacé par M. Petro Porochenko, un dirigeant pro-occidental. Soudain, le FMI se montre compréhensif et valide un prêt de 18 milliards de dollars à Kiev.

« Tentative de coup d'État »

Normalement, un tel montant — uniquement accessible par le biais d'un dispositif exceptionnel — exige de satisfaire plusieurs conditions. Ne pas être en guerre, alors que le conflit armé déchirait déjà la partie orientale du pays. Afficher sa détermination à mettre en œuvre les réformes exigées par le FMI, alors que *« chacun savait depuis les années 1990 que les autorités de Kiev étaient incapables de confirmer l'après-midi leurs serments du matin »,* ironise M. Nogueira Batista Jr. Et s'avérer capable de rembourser. Sur ce dernier point, les départements techniques du FMI avaient manifesté des doutes fondés : en 2015, le FMI accorde finalement une réduction de 20 % de la dette privée de Kiev et accepte d'en rééchelonner les remboursements. Un geste qu'un éditorial du *Monde* qualifie de *« très politique* (9) *»*.

Au cours de la période, un autre épisode conduit le Fonds à exhiber la souplesse dont il est capable. Le 20 décembre 2015, Kiev doit rembourser les sommes dues à Moscou, sous peine d'être déclaré *« en arriéré de paiements à un créditeur souverain »*. Les règles du FMI prévoient alors qu'une situation de ce type interdit la poursuite des versements. Le 8 décembre, soit quelques jours avant la date fatidique, son porte-parole Gerry Rice tient une conférence de presse : *« Le conseil d'administration s'est réuni aujourd'hui et a décidé de changer sa politique sur la non-tolérance des arriérés de paiements envers des créditeurs souverains. »* Le 21 décembre, Kiev fait défaut sur sa dette envers Moscou, mais le FMI peut continuer à lui venir en aide.

Lorsque la Grèce se tourne vers le FMI, en 2010, sa dette n'est pas plus « soutenable » que celle de l'Ukraine. *« Normalement, le Fonds n'aurait pas dû accepter d'intervenir sans restructuration de ce fardeau,* relate M. Nogueira Batista Jr. *Mais les Européens, Allemands et Français en tête, tenaient à protéger leurs banques, les créanciers de la Grèce. Ils ont retardé la réflexion sur une restructuration suffisamment longtemps pour que leurs banques soient remboursées à l'euro près. »* Le FMI choisit alors de laisser faire. Lorsque, en 2015, le pays élit un candidat hostile aux politiques d'austérité, M. Alexis Tsipras, *« la situation devient politique,* poursuit notre interlocuteur. *J'ai fait partie des gens qui, au Fonds, ont interrogé : "Ne devrions-nous pas entendre que les Grecs viennent de voter contre notre programme ?" On m'a répondu : "Mais la démocratie s'exprime aussi en France ou en Allemagne, où les gens ont élu des gouvernements sérieux qui refusent de payer pour les erreurs des autres" »*.

D'un côté, donc, un pays que le sens des responsabilités impose de briser. De l'autre, une nation envers laquelle le devoir exige de se montrer généreux. *« On nous répétait : "L'Ukraine est une priorité !, il faut absolument intervenir" »,* se souvient M. Nogueira Batista Jr. Pourtant, la Russie est également membre du FMI. *« Le Fonds aurait pu choisir de ne pas s'impliquer dans un conflit entre deux membres à part entière »,* observe un employé de l'institution. Ne pas intervenir, c'est l'attitude qu'adopte le Fonds au sujet du Venezuela, dont il explique ne pas être en mesure de déterminer qui y détient l'autorité légitime, du président élu Nicolás Maduro ou de celui désigné par Washington, M. Juan Guaidó. Vue des bureaux du Fonds, la situation vénézuélienne semblait plus claire lors du coup d'État de 2002 : à peine le gouvernement démocratique de Hugo Chávez renversé, le FMI proclame sa disposition à travailler avec les putschistes (10).

Naturellement, on n'envisage pas aisément de se dispenser d'un outil aussi puissant. Raison pour laquelle les processus de révision des droits de vote peinent à aboutir à des résultats jugés satisfaisants en dehors du bloc occidental. La plus importante mise à jour du rapport de forces au sein de conseil d'administration a abouti en 2010 : elle faisait passer les droits de vote des États-Unis de 16,7 % à 16,5 %, ceux de la Chine de 3,8 % à 6 %, ceux de l'Inde de 2,3 % à 2,6 %, les principales pertes affectant les pays européens. Mais il fallut six ans pour que le Congrès des États-Unis donne son feu vert. *« Tout bascule en réalité quand la secrétaire d'État Hillary Clinton s'empare d'un projet qui, auparavant, avait été porté par le secrétaire au Trésor Timothy Geithner,* analyse un directeur exécutif qui a accepté de nous parler sous réserve d'anonymat. *Bref, quand une question considérée comme économique devient géopolitique. »* Selon lui, la renégociation des droits de vote au sein du FMI faisait partie d'une *« offre globale »* de Washington envers Pékin : promesse de construction du « G2 », un forum de coordination entre les deux mastodontes économiques de la planète ; promotion du renminbi (ou yuan) au rang de réserve internationale ; et réduction des inégalités au FMI. *« Mais il s'agissait pour la Chine d'accepter un statut subalterne »* : une pilule amère pour Pékin, qui n'a glané aucun surcroît de motivation pour l'avaler dans la « guerre commerciale » lancée par le président Donald Trump (2017-2021). Beaucoup constatent que les conditions ne sont plus réunies pour une nouvelle révision d'ampleur des droits de vote.

« Nous, les pays du Sud, avons compris que la réforme du FMI promise par les Européens et les États-Unis lors du G20 de 2008 n'aurait pas lieu. Nous en avons tiré les leçons », conclut M. Nogueira Batista Jr. Depuis 2010, la Chine multiplie les initiatives visant à créer de nouvelles instances monétaires, comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Une source d'espoir ? *« La montée en puissance de la Chine, ça n'est pas la prise du Palais d'hiver,* ironise le directeur exécutif anonyme. *Cela ressemble plutôt à ces rivalités au sein des grandes familles bourgeoises que les séries télévisées adorent raconter. »* Le plus souvent balbutiantes, les structures mises en place par la Chine imitent pour l'heure le fonctionnement du FMI, sauf dans le domaine des « conditionnalités ».

Il n'en reste pas moins qu'en 2020 la dette mondiale (publique et privée) a bondi de 28 %, pour atteindre 256 % du produit intérieur brut (PIB) global. Dans un tel contexte, les prêts du FMI ne suffiront pas, et l'idée que l'outil serait désormais sous-dimensionné hante les couloirs du Fonds. *« Pendant des années, les politiques de libéralisation financière que [celui-ci] a imposées ont participé à aggraver l'ampleur des crises »,* nous explique un employé de l'institution. Or, au FMI, tout accroissement des ressources, abondées par les États membres, conduit à une modification des droits de vote (qui dépendent des contributions de chacun) : sans accord pour réviser ces derniers, pas d'augmentation de la force de frappe. *« C'est un peu comme si l'incendie s'était décuplé alors que le diamètre de la lance des pompiers n'avait pas changé. »*

Il faudra donc restructurer le fardeau des dettes. A priori, rien d'inenvisageable, puisque le FMI s'en est fait une spécialité, en profitant de son pouvoir de conviction auprès des créditeurs pour les contraindre à négocier. Oui, mais voilà : la moitié de la dette des pays pauvres est désormais due à la Chine, dont rien n'indique qu'elle sera désireuse de se coordonner avec une institution qui l'a jusqu'ici boudée. Elle pourrait décider, seule, des conditions qu'elle attachera à son

« assistance » aux pays en crise… La perspective assombrit les visages à Washington.

En 2000, Stiglitz éreintait le FMI, dont il soulignait la responsabilité dans les ravages de la mondialisation néolibérale : *« Si l'on examine le FMI comme si son objectif était de servir les intérêts de la communauté financière, on trouve un sens à des actes qui, sans cela, paraîtraient contradictoires et intellectuellement incohérents* (11). *»* Vingt ans plus tard, l'institution conserve les yeux de Chimène pour l'univers de la finance, mais il est désormais devenu plus difficile d'ignorer qu'une autre boussole la guide conjointement : les priorités géopolitiques occidentales. Sans grande marge de manœuvre.

En janvier 2021, une enquête interne menace l'actuelle directrice générale Kristalina Georgieva : lors de son passage à la Banque mondiale, elle aurait fait caviarder un rapport en faveur de la Chine. La presse économique bruit alors de rumeurs annonçant — ou exigeant — sa démission. Selon Stiglitz et Weisbrot, il s'agit en fait d'une *« tentative de coup d'État »* pilotée par les États-Unis. La faute de Mme Georgieva ? Avoir remercié le directeur adjoint américain David Lipton, alors que, selon *The Economist,* sa prédécesseure Christine Lagarde *« s'était satisfaite d'être la vitrine du Fonds cependant que M. Lipton gérait les dossiers* (12) *»*. Lorsque le putsch échoue, la secrétaire d'État au Trésor Janet Yellen promeut M. Lipton au rang de conseiller chargé du FMI. Selon l'organigramme officiel, Mme Georgieva conserve la main ; la réalité des rapports de forces entérine sa défaite. *« Au bout du compte,* conclut Weisbrot, *le FMI, c'est le Trésor américain. »*

RENAUD LAMBERT

---

(1) L'auteur souhaite remercier Dominique Plihon pour son aide amicale tout au long de cette enquête.

(2) James Raymond Vreeland, *The International Monetary Fund. Politics of Conditional Lending,* Routledge, New York, 2007.

(3) Mark Weisbrot, « The IMF has lost its influence [https://www.nytimes.com/2005/09/22/opinion/the-imf-has-lost-its-influence.html] », *The New York Times,* 22 septembre 2005.

(4) Cité dans l'émission « Riz Khan — Does the IMF help or hurt the poor nations ? [https://www.youtube.com/watch?v=TUtSqQDCIVY] », Al Jazeera English, diffusée le 9 octobre 2010.

(5) Michel Camdessus, *La scène de ce drame est le monde. Treize ans à la tête du FMI,* Les Arènes, Paris, 2014.

(6) Joseph E. Stiglitz, *La Grande Désillusion,* Fayard, Paris, 2002. Lire également Joseph Stiglitz, « FMI, la preuve par l'Éthiopie », *Le Monde diplomatique,* avril 2002.

(7) Michel Camdessus, *La scène de ce drame est le monde, op. cit.*

(8) James Raymond Vreeland, *The International Monetary Fund, op. cit.*

(9) *Le Monde,* 1er septembre 2015.

(10) Lire Ignacio Ramonet, « Un crime parfait », *Le Monde diplomatique,* juin 2002

(11) Joseph E. Stiglitz, *La Grande Désillusion, op. cit.*

(12) « The IMF undergoes structural reform [https://www.economist.com/finance-and-economics/2020/02/15/the-imf-

undergoes-structural-reform]», *The Economist,* Londres, 15 février 2020.

Mot clés: FMI Dette Finance Crise financière Relations Nord-Sud Ajustement structurel Relations internationales Grèce Ukraine États-Unis